

HALTE AU JEU DE MASSACRE!!

EAP MALTRAITÉ...



Face aux menaces qui pèsent sur l'enseignement agricole :

**REFUSONS
de PARTICIPER AUX
CORRECTIONS !**

**...CENTRES DE
CORRECTION BLOQUÉS**



- Parce que **je n'accepte pas la fermeture de l'établissement de MOISSAC** (Tarn et Garonne), ni la perspective de toute autre fermeture de site public...
- Parce que **je n'accepte pas** le discours de la DGER mettant en avant la baisse des effectifs dans l'enseignement agricole pour justifier **la rigueur budgétaire, la suppression de postes** et sans doute le recours massif aux contrats en lieu et place de postes de titulaires de la fonction publique !
- Parce que **je n'accepte pas que le projet de réforme du bac** condamne à moyen terme les filières générale et technologique dans les lycées agricoles (absence de choix en matière de spécialités scientifiques en classe de terminale, sciences agronomiques et approche territoriale reléguées au rang d'option, absence de lisibilité du projet de réforme STAV).
- Parce que **je ne conçois pas la formation professionnelle et l'apprentissage comme un marché livré aux appétits d'officines privées au détriment des CFA publics** et de lycées agricoles conçus comme de simples « sas d'attente » de jeunes en manque de contrats ou « réceptacles » de jeunes en rupture... avec des classes vouées au mixage de publics faute de mieux...
- Parce que **je refuse la dégradation annoncée des conditions de rentrée 2018 et la perspective de suppressions d'emplois pour le budget 2019** (projets d'ouvertures de classes condamnés, gels de classes et regroupements de sections forcés, options facultatives sacrifiées, rejets d'élèves imposés).
- Parce que **je n'accepte pas un manque de moyens toujours plus flagrant** : pas de paiement des 2^e Profs Principaux, des AESH payés 25 % de moins...

**JE REJOINS LE MOUVEMENT DE REFUS
DES CONVOCATIONS AUX EXAMENS !**

**Seule la mobilisation peut permettre une inflexion de
la politique gouvernementale et une prise en compte réelle
des besoins de l'Enseignement Agricole Public.**